

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DES LIBERTÉS

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS ou EXAMEN* : 3ème concours

DATE : 07 Juin 2016

LA MAGISTRATURE

ou d'y mettre un signe quelconque

inter le jugement de
juge dans la conciliation
d' l'exécution des
de l'organe, une
autres

des

PARTIE RÉSERVÉE AU

N° de dossier du candidat :

0045

NOTE

12 / 20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

4

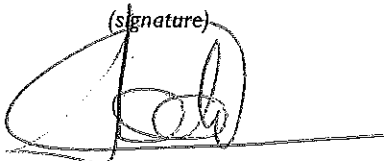
COMPOSITION DE Droit Civil et Procédure
Civile

Traditionnellement, le rôle du juge est divisé en deux. D'un côté se trouve la "jurisdiction" qui consiste à dire le droit, à donner raison à une des deux parties au procès civil. De l'autre, il y a l'empirisme qui consiste à ordonner. En effet, la réponse qui est apportée par le magistrat au différend qui lui est soumis ne peut avoir sans effet et une certaine force doit être donnée à ce qui a été tranché pour que le litige qui est né entre les deux parties soit purgé. Mais se pose la question de l'écou-

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE

(signature)



Il est interdit aux candidats de signer la

est chargée d'exécuter, et pour

est celle de l'article 14.

Un jugement qui a

susceptible d'être

de Procédure

le point

d'

cour d'appel, l'arrêt. Si ce jugement n'était pas appliqué par les parties, alors ce que dit le juge serait vain. C'est ce constat qui a été fait par la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) dans son célèbre arrêt, l'arrêt *Hornby* contre Grèce du 19 mars 1991: "ce droit [il est question du droit à l'accès à un tribunal] serait illusoire si l'ordre juridique interne d'un Etat contractant permettait qu'une décision judiciaire définitive et obligatoire reste impuissante au détriment d'une partie". Ainsi, le droit à l'exécution du jugement, c'est à dire à voir sa réalisation concrète selon les prescriptions du juge, découle de l'article 6 de la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés Fondamentales signée en 1950 mais entrée en vigueur en France en 1974 (CEDH).

Il ne faut pas croire que toutes les exécutions de jugement donnent matière à litige. La plupart du temps les parties acceptent d'exécuter, de rendre effectif le dispositif du jugement (partie du jugement qui ordonne et résout pratiquement le différend). Le rôle du juge est ainsi limité. D'ailleurs, une fois que le jugement a été prononcé, on parle de "rendre justice", le juge, du fond, est dessaisi. Toutefois, cette exécution peut, elle-même, faire l'objet de difficultés, soit qu'une partie est dans l'impossibilité ou in volontairement dans une situation qui ne lui permet pas d'exécuter, soit

lien de jugement.

Le jugement désigne cet acte juridictionnel dans lequel le juge doit donner la solution au procès. C'est à la fois un terme générique et un terme plus particulier. Le jugement peut désigner la décision collégiale prise par un tribunal. De manière plus large, le mot recouvre aussi la décision d'un juge unique, l'ordonnance ou de celle rendue, de manière collégiale, par une

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

qu'elle met la plus mauvaise volonté à exécuter le jugement. La question se pose alors du rôle effectivement joué par le juge dans la concrétisation de ce droit fondamental reconnu par la CEDH, le droit à l'exécution des décisions de justice. Le fait que le juge du fond est dessaisi du litige, une fois le jugement rendu implique nécessairement l'intervention d'autres intervenants. Ces derniers permettant de réaliser pratiquement les prescriptions qui ont été ordonnées dans le dispositif.

Aussi convient-il d'apprécier l'intervention menée du juge dans l'exécution du jugement lorsque celle-ci ne requiert aucune contrainte (I) avant de voir qu'en cas de difficultés d'exécution, le juge est le garant ultime de ce droit à l'exécution des décisions de justice (II).

I - L'intervention menée du juge dans l'exécution du jugement sans contrainte

La plupart du temps, les décisions de justice sont appliquées volontairement par les parties et elles ne présentent pas de difficultés d'exécution (A). Le juge du fond dispose toutefois d'un pouvoir de modulation sur l'exécution de la décision de justice rendue (B).

A. L'exécution normale du jugement par les parties

Tout jugement ne nécessite pas son application directe par les parties, une fois que celui-ci a été prononcé. En effet, en matière civile, contrairement à la matière administrative, les jugements ne sont exécutoires que lorsqu'ils remplissent certaines conditions. On parle alors de titre exécutoire. Pour qu'un jugement devienne exécutoire, il doit acquiescer force de chose jugée, être notifiée à la partie qui

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

est changée d'exécution, et modifier la formule exécutoire. La formule exécutoire est celle de l'article 1er du décret n° 47-1047 du 2 juin 1947.

Un jugement qui a acquis force de chose jugée est un jugement qui n'est susceptible d'aucun recours suspensif d'exécution (article 500 du Code de Procédure Civile (CPC)). Ainsi, lorsque les trois conditions sont remplies, ^(voir l'arrêt de la Cour de Cassation) la partie qui a perdu son procès doit exécuter. Or, l'appel est suspensif d'exécution. Cela signifie que dans la plupart des cas il faut attendre que le délai de recours de l'appel soit passé en cas de non exercice de l'appel ou que le "jugement" d'appel soit notifié pour que le jugement devienne exécutoire. En matière civile, en effet, le pourvoi en cassation n'est pas suspensif d'exécution. Il existe des exceptions telles qu'en droit de la famille avec le divorce. ^(1036 CPC) Le pourvoi en cassation est alors suspensif d'exécution. Cette règle générale montre que pour la plupart des jugements, le juge et notamment le juge du fond est absent de l'exécution du jugement. D'ailleurs, ce dernier, une fois le jugement rendu, se trouve dessaisi.

Il existe de nombreuses exceptions à ce principe du titre exécutoire requérant l'accomplissement de certaines conditions. L'article 503 du CPC précise ^{ainsi} qu'une partie peut exécuter de manière volontaire alors que le jugement ne lui a pas été notifié. Plus encore, il existe des décisions de justice qui ne requièrent pas la formule exécutoire et qui sont simplement exécutoires au seul vu de la minute. Il s'agit des ordonnances de référé (article 489 alinéa 2ème CPC) lorsque le juge constate une urgence. Il s'agit encore des ordonnances sur requête (article 495 CPC). Là encore, le rôle du juge est limité. L'exécution est requise et à quiconque la partie, contre qui la décision a été rendue, s'exécute. Le juge du fond est, semble-t-il, absent de l'exécution de sa décision. Cette vision serait pourtant

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N° 2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

mesure en ce sens qu'il peut arriver au débiteur d'un délai de grâce. Ce dernier figure aux articles 1244-1 et suivants du Code Civil^(CC) et 510 et suivants du Code de Procédure Civile. Pour le délai de grâce et le procédé du jugement exécutoire au seul vu de la minute, le juge du fond module d'une certaine manière le moment où l'exécution du jugement est requise.

Les plupart des jugements s'exécutent lorsqu'ils deviennent exécutoires, naturellement par les parties. Le juge n'a pas à intervenir dans l'exécution du jugement. Cependant, des pouvoirs sont reconnus par le Code de Procédure Civile au juge du fond pour moduler la force de son jugement même, alors que ce dernier bénéficierait de la règle de recours suspensif.

B. L'exécution des jugements modulée par le juge du fond

Même si un jugement n'est pas encore exécutoire par épuisement de l'appel (parce que l'appel a lieu ou parce que le délai d'appel n'est pas encore expiré), une partie peut demander l'exécution provisoire.

Cette-ci est décrite aux articles 514 et suivants du Code de Procédure Civile.

Le juge peut même l'ordonner d'office "chaque fois que le juge l'estime nécessaire et compatible avec la nature de l'affaire". Une condition a été ajoutée par le législateur. Cette exécution provisoire ne doit pas être interdite par la loi.

Dans le but de démontrer^{que} le droit à l'exécution des décisions de justice consacrée par la CEDH n'est pas un vain mot, on peut convoquer plusieurs exemples.

Des règles existent pour pallier d'une part le refus ou l'absence ^{de prononcé} de l'exécution provisoire par le premier juge qui a eu à connaître de l'affaire en cas d'appel, d'autre part pour éviter le débiteur de l'obligation à exécuter ce qui est requis par exécution provisoire. On peut ainsi voir les articles 525 et 526 du CPC qui donne au premier président de la cour d'appel, la possibilité, de statuer en référé et de la prononcer. Dans le deuxième cas, il s'agit, par exemple, pour le pouvoir en cassation de l'article 1009-1 du CPC. L'affaire peut ainsi être radiée tant que le demandeur ne justifie pas avoir exécuté la décision frappée du pouvoir en cassation. La mesure est donc particulièrement énergique et elle permet de protéger le créancier de recours qui avaient desisté à reculer l'exécution du premier jugement. La CEDH a déclaré dans un arrêt rendu le 14 novembre 2000 légitime le but poursuivi par l'article 1009-1 du CPC comme "faisant partie intégrante du procès au sens de l'article 6 paragraphe 1 de la CEDH". C'est dire toute l'importance qui est attachée à ce "nouveau" droit.

Le juge du fond n'est ainsi pas dénué de tout pouvoir pour voir son jugement exécuté. On s'éloigne ici du schéma classique d'un juge qui prononce un jugement, qui dit le droit sans se soucier du droit pour la partie qui n'a pas succombé, à voir ses prétentions matériellement concrétisées. Afin de rendre son jugement plus comminatoire, le juge du fond peut même prononcer une astreinte. Celle-ci est prévue à l'article L131-1 et suivants du Code des procédures civiles d'exécution (CPCE). Elle peut être prononcée par tout juge, même d'office. Cette dernière est distincte d'éventuels dommages et intérêts moratoires dus par la partie qui n'a pas exécuté à temps. Selon l'article R131-1 du CPCE, l'astreinte prend effet à la date fixée par le juge, date qui ne peut être antérieure à la date à laquelle le jugement est devenu exécutoire. Evidemment si cette décision est déjà exécutoire, elle peut prendre effet à la date de son prononcé.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N° 2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Cette mesure est là encore particulièrement efficace.

Toutes ces mesures (exécution provisoire et astreinte) doivent cependant s'articuler avec un éventuel appel. Il est ainsi régulièrement rappelé que l'exécution d'une décision de justice exécutoire à titre provisoire se fait sur réquisition de celui qui la poursuit (Ms. plénière 24 février 2006). Par ailleurs l'effet devolutif de l'appel permet au juge d'appel de revoir entièrement la liquidation de l'astreinte prononcée par le premier juge (Cass. Sociale 30 octobre 2015). Si le droit à l'exécution des décisions de justice est garanti par la procédure civile, celui-ci, pour les jugements susceptibles d'un recours, ne peut priver les parties du droit à avoir leur affaire entièrement re-jugée en appel.

Le juge de fond peut donc assortir sa décision de délai, de l'exécution provisoire voire même d'une astreinte. Il faut s'interroger maintenant sur le jugement qui a acquis force de chose jugée et qui doit être exécuté, une partie ne se pliant pas aux obligations du jugement.

II. Le juge ultime garant du droit à l'exécution des décisions de justice à difficultés

Les décisions de justice qui posent de graves difficultés d'exécution peuvent avoir recours aux voies d'exécution dans lesquelles le rôle principal est dévolu à l'huissier sauf si la partie souffrant de graves difficultés doit recourir aux mesures conservatoires (A).

Toutefois, lorsque des difficultés surviennent lors de l'exécution des voies d'exécution à l'encontre de la partie défaillante, un juge dédié, le juge de l'exécution peut intervenir (A).

A.1. Le rôle central de l'huisier de justice et l'intervention subsidiaire du juge : les mesures conservatoires et les voies d'exécution

Le Code des procédures civiles d'exécution contient un certain nombre de procédures prévues par la loi et le règlement dans le but d'obtenir une exécution forcée du jugement. On distingue les procédures d'exécution proprement dites des mesures conservatoires. Les procédures d'exécution peuvent concerner des biens meubles. Il en va ainsi de la saisie attribution concernant notamment la saisie de l'argent se trouvant sur les comptes de dépôt, de la saisie de rémunérations, qui doivent garder un revenu minimum entre les mains du débiteur. Il existe aussi la saisie vente sur les biens corporels prévus aux articles L 221-1 et suivants du CPCE. La saisie de biens meubles corporels peut être particulièrement traumatisante pour le débiteur lorsque les biens meubles se trouvent dans un local d'habitation. Lorsque la créance n'est pas alimentaire, elle doit ainsi être subsidiaire par rapport à la saisie de compte de dépôt ou la saisie des rémunérations du travail (montant inférieur à 545 euros). Pour toutes ces voies d'exécution, c'est l'huisier de justice qui exerce un rôle central, sous le contrôle du procureur de la République (article L 121-5 du CPCE).

Toutefois, la partie qui voit son jugement exécuté peut ^{même} ~~révoquer~~ ^{convoquer} le juge. En effet, lorsque le jugement n'est pas encore passé en force de chose jugée, la partie créancière peut demander ^{cette} même conservatoire (article L 511-2 du CPCE) sans l'intervention du juge de l'exécution. Nul besoin d'être créancier

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N°3

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

certaine, liquide et exigible donc d'un titre exécutoire. Cependant pour les voies d'exécution l'intervention du juge d'exécution est ^{cependant} nécessaire pour certaines voies d'exécution telles la saisie immobilière ou encore pour la saisie-revente de biens meubles si ceux-ci se trouvent dans un local d'habitation. L'intervention du juge de l'exécution est ainsi résiduelle lorsque les voies d'exécution permettent l'exécution du jugement, l'huissier ayant un rôle central.

Le juge d'exécution peut recourir aux voies d'exécution. Toutefois le recours du juge sera beaucoup plus énergique si les voies d'exécution sont contestées ou ne permettent pas d'obtenir l'exécution du jugement.

B. L'intervention du juge, même postérieure à un jugement passé en force de chose jugée lorsque les voies d'exécution ont échouées

Lorsque les voies d'exécution sont contestées ou qu'elles ne permettent pas d'obtenir l'exécution du jugement, en fait, dès lors qu'il subsiste une difficulté après un jugement qui est passé en force de chose jugée, intervient le juge de l'exécution plus communément appelé "JEX".

Autrefois, les prérogatives du JEX étaient dévolues au président du Tribunal de Grande Instance. Ce juge est dédié à l'exécution des jugements ainsi qu'il est précisé aux articles L91-1 du CPCE et suivants.

Il dispose de pouvoirs étendus et son champ de compétence est très large. L'article L213-6 du Code de l'organisation Judiciaire (COJ) précise qu'il peut lors de difficultés d'exécution, connaître du fond du droit.

En ce qui concerne les ordres et mesures conservatoires, il aura été intervenu des
longue nuit une contestation. C'est donc le juge dédié qui parfait le système
existant en droit français qui garantit le droit à l'exécution des décisions
de justice.

Une de ses prérogatives notable est qu'il est le juge de l'astreinte.
Il partage le pouvoir d'astreinte avec le juge du fond du litige dans la
mesure où ce dernier peut réserver expressément le pouvoir de liquider
l'astreinte qu'il a prononcée (article L131-3 du CPC). Autrement, c'est
le juge de l'exécution qui est compétent pour la liquidation de toute astreinte.
Un arrêt récent permet de mesurer l'étendue du pouvoir donné au JEX,
en matière d'astreinte. Il s'agit de l'arrêt de la deuxième chambre civile
du 29 janvier 2015. Cet arrêt, même s'il semble consacrer un pouvoir
plus grand en matière de modulation du montant de l'astreinte lors de sa
liquidation, n'en rappelle pas moins, après une lecture attentive, que
le JEX ne peut modifier le taux et la durée de l'astreinte prononcée par un
premier juge, confirmant ainsi une jurisprudence établie (Civ 2ème,
11 mai 2006). L'astreinte liquidée est forcément inférieure à l'astreinte
ordonnée.

Il faut ici rappeler qu'il existe une voie particulière
relative à l'expulsion de personnes habitant un immeuble. La procédure
est décrite aux articles L411-1 et suivants du CPC. Comme elle touche
au domicile dont on sait la protection (pénale notamment) qui y est
attachée, cette procédure implique l'huissier de justice et le juge de
l'exécution. Elle accorde de nombreux recours et délais au débiteur
défaillant. En bout de procédure, c'est le préfet qui peut refuser pour
des motifs de trouble à l'ordre public de prêter la force publique à l'huissier.
Dans ce cas, l'État doit indemniser selon la décision désormais élue du
Conseil d'État, Comptes de 1923. Le Conseil d'État a précisé dans un arrêt

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 4

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

du 27 novembre 2015 les modalités des recours offerts au candidat
devant le juge administratif contre la décision du préfet.

Le jugeur doit être créateur. Il s'agit d'un droit fondamental.
La procédure civile offre de nombreux moyens d'y parvenir. Il est d'ailleurs
intéressant de voir qu'en matière administrative, l'opinion est
elle aussi soumise à ce grand principe et par voie de conséquence se
trouve réformée.

1 2 3